

D 560 BRESIL: L'EGLISE DANS LE DEBAT NATIONAL

Le 30 août 1979 la Conférence nationale des évêques du Brésil publiait un important document sur la politique sociale du gouvernement, document intitulé: "Contribution à l'élaboration d'une politique sociale". Présenté sous la responsabilité de la présidence et de la commission pastorale de l'épiscopat, ce texte est en fait une critique radicale des choix économiques fondamentaux faits par les militaires depuis leur coup d'Etat de 1964.

Les phénomènes désormais bien analysés de l'augmentation du revenu national, de la concentration de la richesse et, en conséquence, de l'augmentation de l'écart entre une minorité privilégiée et une majorité pauvre, sont ici parfaitement vulgarisés avec un minimum de données techniques. C'est l'un des intérêts de ce document.

Par ailleurs, cette étude critique vient au moment où le débat national bat son plein suite à l'abrogation de l'état d'exception et au retour de l'état de droit (1er janvier 1979), et à la promulgation de la loi d'amnistie (22 août 1979). L'éclatement généralisé de grèves, le retour au pays des exilés politiques et la création éventuelle de nouveaux partis sont l'occasion d'une sorte de "bilan historique" des quinze années de régime militaire (dont dix de dictature) et de l'élaboration d'une alternative politique.

Ce n'est pas la première fois que l'épiscopat brésilien fait preuve de capacité critique en matière économique et politique. Qu'il suffise de rappeler les grands textes élaborés depuis quelques années: "J'ai entendu les cris de mon peuple" de 1973, par les évêques du Nord-est (cf. DIAL D 99); "Marginalisation d'un peuple" de 1973, par les évêques du Centre-ouest (cf. brochure en co-édition DIAL-Centre Leuret); "L'Eglise et la politique" de 1974, par la commission pastorale de l'épiscopat (cf. DIAL D 179); "Tu n'opprimeras pas ton frère" de 1975, par les évêques de l'Etat de São Paulo (cf. DIAL D 256); "Communication pastorale au peuple de Dieu" de 1976, par la commission représentative de l'épiscopat (cf. DIAL D 339); et "Les exigences chrétiennes d'un ordre politique" de 1977, par l'assemblée générale de l'épiscopat (cf. DIAL D 362).

Il est évident que ce document de 1979, qui se veut une contribution positive de la part de ses rédacteurs, ne sera guère du goût des autorités gouvernementales par la remise en cause fondamentale des choix politiques et économiques: certaines y verront l'encouragement renouvelé à la "subversion" dont les grèves actuelles sont, selon elles, la nouvelle forme. Malgré la libéralisation du régime la répression est toujours aussi active contre les milieux chrétiens, comme en témoignent l'arrestation et la torture, en juillet dernier, d'un missionnaire laïc du Goiás.

Ci-dessous, texte intégral du document épiscopal.

CONTRIBUTION A L'ELABORATION D'UNE POLITIQUE SOCIALE

(Titres originaux -
intertitres de DIAL)

PRESENTATION

1- Comme évêques de la présidence et de la commission épiscopale de pastorale de la Conférence nationale des évêques du Brésil, soucieux, avec beaucoup de nos frères, de la gravité de la situation sociale brésilienne actuelle, nous avons demandé à un des organismes annexes de la conférence, l'Institut brésilien de développement social (IBRADES), une étude sur la crise actuelle pour mieux la comprendre et collaborer à sa résolution (1).

2- Après avoir reçu ce travail et l'avoir examiné, nous avons convenu de le faire nôtre et de le présenter publiquement comme tel. Nous le faisons à titre de collaboration à l'édification d'une patrie dont la grandeur consiste principalement à rechercher le bonheur et la joie de son peuple par la réduction urgente des inégalités matérielles et culturelles entre les classes sociales et les régions. Notre objectif est donc la coopération en vue d'une paix sociale sur la base de la justice.

3- Nous n'avons pas la prétention d'élaborer un projet social global. Ce n'est pas dans notre intention de donner des leçons. Nous cherchons plus simplement à attirer l'attention de tous les hommes de bonne volonté sur quelques-unes des exigences les plus graves d'une politique sociale. Pour cela, nous prenons comme point de départ les urgences que nous fait découvrir notre expérience pastorale, laquelle se propose aussi d'explicitier les implications sociales du christianisme dont nous avons la mission d'annoncer le message.

4- Nous partons de l'affirmation que toute injustice sociale a une dimension éthique en tant qu'elle tire son origine dernière d'une situation de péché dont nous sommes tous responsables, à laquelle nous contribuons tous de par les formes les plus variées d'égoïsme, et de laquelle nous pouvons et voulons être sauvés par la grâce du Christ libérateur.

5- En examinant de tels problèmes sous l'angle de la justice, de celle en particulier due aux plus démunis, nous avons la certitude que nous ne traitons pas de problèmes d'ordre uniquement matériel ni ne sortons de notre mission d'ordre essentiellement évangélique et pastoral. Au contraire, si nous ne parlions pas des problèmes dont souffre notre peuple, l'exercice des autres aspects de notre mission manquerait de crédibilité et de force de persuasion, en quoi nous mériterions la condamnation biblique de faux prophètes (cf. Ezéchiel 34, 5ss.). Notre préoccupation c'est la concrétisation au Brésil de l'engagement solennel qu'avec l'épiscopat latino-américain nous avons pris à Puebla envers les pauvres, à l'exemple du Christ.

(1) Depuis plusieurs mois, en fait depuis la libéralisation du régime, de grandes grèves ont éclaté et éclatent dans l'ensemble du pays. Tous les secteurs sociaux sont concernés mais c'est surtout dans la métallurgie que le mouvement est particulièrement important. Toutes les revendications portent sur la revalorisation des salaires (NdT).

LE DEVELOPPEMENT BRESILIEN

6- Le Brésil passe par une phase de transition politique. Des gestes concrets ont montré, tant de la part de la nation que de celle de l'Etat, qu'une étape s'est terminée dans le processus politique brésilien et qu'une nouvelle doit commencer. Cependant, si nous savons ce que nous laissons, nul ne voit très clairement où nous devons aller dans la mesure où la réforme politique, qui a eu des aspects parfaitement positifs avec l'abrogation de la législation d'exception, n'est actuellement envisagée que sous l'angle quasi exclusif de la réforme des partis; celle-ci se résume à d'étroits calculs de clientèle électorale et ne fait guère apparaître la nécessité de définir clairement des programmes cohérents. Ce qu'il y a de grave en la matière c'est le risque de sous-estimer l'importance d'une définition de modèle politique plus adapté, favorable à la satisfaction immédiate d'urgences qu'on ne peut différer.

7- Par ailleurs les technocraties officielles s'emploient à défendre les priorités établies par le gouvernement en préservant à tout prix sa politique économique, face aux pressions exercées par les bases insatisfaites.

8- La politique économique brésilienne a connu la croissance, parfois même à des taux miraculeux, mais elle a toujours reposé sur une injustice structurelle. Pendant longtemps l'économie s'est bien portée, ou supposément bien, mais le peuple réellement mal. Aujourd'hui, peu de personnes doutent que tous les deux se portent mal. Il s'est agi d'un développement procédant d'une politique dont les caractéristiques appellent des remarques.

(Une richesse plus concentrée)

9- 1) Cette politique économique a favorisé la concentration du revenu, ainsi que le montrent indiscutablement les données suivantes. Des statistiques bien connues (2) montrent qu'en 1960 50% de la population, c'est-à-dire les plus pauvres, se partageaient 17,71% du revenu national, tandis que les 30% suivants en recevaient 27,92% et les 20% les plus riches 54,35%. En 1970, la concentration du revenu s'accélère chez les plus favorisés: les 20% les plus riches en recevaient 62,24%, pour n'en laisser que 22,85% aux 30% suivants et 14,91% aux 50% les plus pauvres. En 1976 la situation s'est aggravée: les 20% les plus riches se partagent 67% du revenu, pour n'en laisser que 11,8% aux 50% les plus pauvres.

10- Les statistiques concernent le revenu distribué aux secteurs de la population économiquement active; elles n'incluent pas la masse de ceux qui n'ont pas d'emploi ou qui vivent de petits métiers non déclarés et autres formes de sous-emploi. Elles montrent que 20% seulement de cette population active concentrent sur eux plus de la moitié du revenu national et, surtout, que cette concentration a augmenté au cours de la période considérée. Selon les mêmes sources, alors que le revenu moyen, en cruzeiros de 1965, des 50% les plus pauvres passait de 73,40 en 1960 à 140,40 en 1976, il passait, pour les 5% les plus riches et pour la même période, de 1.131,00 à 4.637,00. Ainsi le revenu moyen des 5% les plus riches qui, en 1960, était près de 17 fois plus grand que celui des 50% les plus pauvres, l'est 33 fois en 1976.

(2) Cf. DIAL D 66, 139, 222, 270, 317 et 457 (NdT)

11- L'éventail des rémunérations atteint au Brésil une ouverture qui est en soi un affront aux pauvres. Quelle serait la réaction du peuple si l'on publiait ce que gagnent les hauts et moyens échelons de l'administration, de la grande industrie, des grands domaines agricoles, du gros commerce et de la haute finance? Combien de ces rémunérations, y compris après imposition, ne correspondent-elles pas à cent, deux cents, trois cents et plus salaires minimaux?

12- Nul n'ignore que ces personnes déploient des activités plus qualifiées, prennent de grands risques et assument de hautes responsabilités. Mais on ne peut oublier la signification sociale de ces données. Cela signifie qu'une personne peut gagner la somme que gagnent deux cents autres ou, autrement dit, par rapport à une famille moyenne de cinq membres, qu'une personne peut gagner à elle seule ce dont disposent mille personnes pour vivre.

13- Il ne s'agit pas de justifier le fait en alléguant que la distribution de cette richesse ne se traduirait que par une infime augmentation des bas salaires. Il s'agit là d'une distorsion qui permet aux riches d'être toujours plus riches au prix de pauvres toujours plus pauvres; il s'agit d'une situation d'injustice qu'on ne trouve même pas, en de telles proportions, dans les économies capitalistes avancées.

14- Si l'on entre dans le détail des statistiques citées précédemment, on constate que 40% des plus pauvres reçoivent aujourd'hui 8% du revenu distribué, alors que 1% des riches les plus riches en reçoivent 17%. Une telle situation, scandaleuse dans sa disproportion, pourrait cependant être corrigée partiellement comme la preuve en a été faite. Si 2% seulement du revenu des mieux pourvus étaient transférés aux 40% les plus défavorisés, le revenu de ces derniers doublerait en moins de deux ans.

15- Ne s'agissant que de revenu distribué, sont ainsi exclues les parts extraites par les entreprises et l'Etat. Pour ce qui concerne ce dernier, il est évident que sa part est destinée à être reversée au profit de la population dans son ensemble, comme il est d'ailleurs du devoir primordial de l'Etat. Mais cela ne diminue en rien l'impression pénible devant les disproportions dans la distribution du revenu, d'autant plus que dans l'application des deniers publics l'administration s'est montrée beaucoup plus sensible aux revendications des élites qu'à celles du peuple. Les nouveaux quartiers huppés sont rapidement dotés des infrastructures que les bidonvilles et les zones pauvres attendent en vain pendant des années.

(Une société pratiquement inchangée)

16-2) La politique économique a privilégié la consommation privée en permettant que coexistent des carences de base pour la grande majorité de la population avec une consommation raffinée et voyante pour la minorité qui contrôle le système. La structure sociale brésilienne s'est révélée d'une stabilité stupéfiante au milieu de tous les changements qu'ont connu le régime économique comme le régime politique.

17- La société brésilienne d'aujourd'hui, en termes réels et pour l'essentiel de sa structure, ne s'est pas beaucoup éloignée de la société esclavagiste où elle a pris naissance. Il est évident que juridiquement, du point de vue de la déclaration des droits de l'homme, la société actuelle a progressé par rapport à celle du temps de l'esclavage: tous les brésiliens sont égaux devant la loi; les ouvriers ont juridiquement la possi-

bilité de choisir le patron auquel vendre leur force de travail, ainsi que de s'associer pour la défense de leurs droits; il existe des possibilités d'ascension sociale qui ont donné naissance à la petite classe moyenne brésilienne.

La modification des conditions d'existence du peuple qui vit de ses mains n'a cependant pas suivi la modification des déclarations de droits de l'homme. En fait, l'égalité juridique cache une inégalité radicale. En réutilisant la symbolique de la société esclavagiste, nous pourrions dire qu'il existe d'un côté les seigneurs de machinerie (3) entourés de la constellation des gérants technocrates, et de l'autre l'immense majorité anonyme au service de la machine. Les seigneurs ont accès aux biens et aux services dont l'usage va des plus agréables aux plus scandaleux. Les serfs subsistent, c'est-à-dire qu'ils ont accès aux biens et aux services indispensables pour assurer leur survie et leur reproduction, sans quoi le système mourrait d'asphyxie.

18- L'organisation de la société est centrée sur la satisfaction des intérêts des seigneurs, laquelle inclut la création de résidus pour la maintenance du service. Il est difficile de se défaire de l'impression pénible que l'organisation de l'économie, le système scolaire, l'exercice de la justice, les services bancaires, la structure urbaine et les rapports de la ville avec la campagne, etc. ont été pensés par les seigneurs de façon à assurer en priorité leurs intérêts propres. C'est au nom de ces intérêts que les serfs produisent des milliers d'automobiles avec lesquelles ils ne se déplaceront jamais, construisent des milliers d'appartements dans lesquels ils n'habiteront jamais, font sortir de terre des aéroports sophistiqués qu'ils n'utiliseront jamais...

(Une politique financière critiquable)

19- 3) La politique économique a été avantageuse pour les investisseurs étrangers, en particulier les sociétés multinationales. C'est une responsabilité qui a été consciemment assumée par les autorités concernées pour faire face aux problèmes économiques et financiers du pays. Mais il est peut-être opportun aujourd'hui de retenir plus attentivement les critiques de ceux qui estiment que le Brésil a payé un prix trop élevé avec cette ouverture, en particulier pour ce qui concerne la réduction de l'autonomie nationale et la dépendance accrue de notre économie vis-à-vis des économies du centre.

20- 4) La politique économique a privilégié le capital financier plutôt que l'investissement directement productif. Il convient d'être attentif aux critiques qui relèvent les conséquences de cette politique, en particulier l'encouragement à la concentration du revenu et à la spéculation par les faveurs accordées aux organismes de crédit.

21- 5) Cette politique a stimulé les investissements pharaoniques et ostentatoires au prix d'une augmentation continue de la dette intérieure traduite en bons du trésor, lesquels en sont venus à constituer la véritable monnaie rapportant des intérêts élevés; c'est là un facteur de hausse des intérêts sur le marché financier, avec de graves conséquences dans l'accélération du processus inflationniste. Elle a, en même temps, conduit à une centralisation excessive des ressources publiques en faveur de l'Union et des grandes entreprises d'Etat au détriment des Etats et des municipalités.

(3) Allusion à la structure sociale agraire du sucre et du café dans le Brésil pré-industriel (NdT)

(Un choix pragmatique insatisfaisant)

22- 6) La politique économique brésilienne s'est souciée prioritairement, et non sans raison, de la lutte contre l'inflation. Mais dans cette lutte elle s'est inspirée de thèses qu'il est indispensable d'exposer pour les mettre sérieusement en question. Il s'agirait, par exemple, des thèses suivantes:

- les augmentations de salaire supérieures à l'indice d'augmentation des prix sont la cause principale de l'inflation;
- pour qu'elles ne soient pas inflationnistes, les augmentations de salaire doivent être proportionnelles à l'augmentation de la productivité;
- la non observance de ces principes provoque une augmentation de la demande globale nettement supérieure à l'offre globale disponible. Il y aurait trop d'argent par rapport aux achats possibles. La conséquence inévitable serait l'augmentation des prix, ce qui entraînerait l'économie dans la spirale incontrôlable de l'augmentation des prix et des salaires;
- la politique qui s'impose donc serait double:
 - a) une politique de contention des moyens de paiement, laquelle appelle nécessairement des mesures de blocage des salaires;
 - b) une politique d'augmentation de la productivité, afin d'engendrer des excédents permettant de dégager des ressources pour de nouveaux investissements, lesquels permettront plus tard une meilleure distribution du revenu;
- la manière la plus rapide de parvenir à cette augmentation de la productivité est, d'une part, l'investissement intensif de capital et, d'autre part, pour réduire la crise du chômage, la mobilisation de contingents de main-d'oeuvre plus importants aux mêmes niveaux de salaire, c'est-à-dire légèrement au-dessus du niveau de subsistance. Il serait déplacé de rechercher dans cette politique des intentions perverses. Il est possible qu'elle ne soit même pas le résultat d'un plan délibéré mais qu'elle n'ait été que la réponse rapide à l'urgence des défis.

23- Ces thèses appellent quelques remarques. En général on analyse le rapport entre les prix et les salaires comme si le résultat de la production était tout entier appliqué en paiement de la force de travail et en investissement. Même en faisant ici abstraction du fait que de nombreux investissements sont orientés vers une production de biens somptuaires et superflus, nous notons qu'on fait souvent silence sur les bénéfices du capital; ceux-ci ne sont pas nécessairement dirigés vers l'investissement mais absorbés par la consommation privée dans des dépenses superflues illimitées et le renforcement du patrimoine privé, en oubliant qu'il est "grevé d'une hypothèque sociale", ainsi que le rappelait Jean-Paul II (Puebla 1224).

Tous ces profits ne sont-ils pas, eux aussi, responsables de l'inflation? Pourquoi la charge la plus lourde de la lutte contre elle doit-elle retomber sur la majorité de la population la plus sacrifiée? Si pendant tant d'années de contrôle sévère des rajustements salariaux l'inflation n'a cessé d'exister et de croître (4), pour quelle raison insiste-t-on sur la thèse selon laquelle les salaires sont les grands responsables de l'inflation? Cette insistance est d'autant plus étrange quand on sait qu'au Brésil, les salaires entrent en moyenne pour 7,2% dans les coûts de production, pourcentage qui tombe à 5% au Nord-est, alors qu'aux Etats-Unis ils y entrent en moyenne pour 36% et en Europe pour 20%.

(4) On estime que pour 1979 le taux d'inflation au Brésil atteindra 60% (NdT).

24- On entend souvent parler de la nécessité d'augmenter d'abord le gâteau avant de le partager. Il faudrait être plus attentif aux plaintes du peuple: il attend en vain cette répartition et il soupçonne que des partages secrets sont tolérés à l'avance, de sorte que les dimensions du gâteau demeurent inchangées. C'est ainsi qu'est dénoncée, comme cause majeure de scandale, les formes diverses d'une corruption vorace qu'un régime autoritaire n'a pas réussi à extirper et que, jusqu'à un certain point, il a même protégée.

25- Pour autant que nous nous laissions encore séduire par les investissements de capital intensifs et à grande échelle, il est regrettable que nous ne percevions pas que, dans les pays développés, de tels investissements commencent à être sérieusement remis en question; en même temps on découvre l'importance des unités productives moyennes, du type communautaire, faisant appel à une technologie relativement simple et capables de stimuler la créativité des petits producteurs. Ainsi sait-on au Brésil, en ce qui concerne la production agricole, que les propriétés de moins de cent hectares entrent pour 58% du total de la production alors que celles de mille hectares et plus n'en fournissent que 12% (5).

LES CONSEQUENCES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

26- Une politique pratiquée sur la base de structures sociales injustes s'emploie à les maintenir si elle veut continuer d'exister. Actuellement, d'ailleurs, sous la pression des forces libérées par l'ouverture politique ainsi que par une meilleure organisation et une plus grande combativité des secteurs populaires, les autorités concernées ne cherchent pas à prendre les devants par une révision de leur politique; elles capitulent au contraire, sous la poussée des revendications, aux exigences des secteurs sociaux les plus conscients, les plus exploités ou les mieux organisés (6). Les autorités courent ainsi le risque de se ménager une apparence de paix sociale au prix de concessions toujours plus contradictoires avec leur logique politique.

(Permanence de l'injustice structurale)

27- Les conséquences d'une telle situation se font déjà sentir. La politique est corrigée en fonction des conflits, du fait que les autres modes de correction n'ont pas été admis ou se sont révélés inefficaces. L'Eglise admet "l'aspect positif des tensions sociales car, dans le cadre des exigences de la justice, elles contribuent à garantir la liberté des droits, en particulier pour les plus faibles de la société" (Puebla 1228). Mais les corrections de politique en fonction des conflits se soldent par un coût social élevé qui devrait être évité; elles peuvent entraîner des réactions en chaîne qui finissent par anihiler les possibilités de dialogue et de planification rationnelle. Il faut toutefois noter que le coût social des conflits sera inévitable tant que ne sera pas abordé de front le coût social, encore plus grand, de la concentration de la richesse.

28- Les corrections obtenues par les conflits répondent aux urgences des secteurs les mieux organisés mais elles ne remédient pas à l'injustice structurale dont souffrent les millions de ceux qui ne sont pas en état de s'organiser en groupes de pression.

(5) Sur cette question, cf. DIAL D 464 (NdT).

(6) Allusion en particulier aux grèves massives de la métallurgie dans la région de São Paulo au printemps 1979 (NdT).

(Aggravation des déséquilibres internes)

29- Les corrections de politique uniquement pratiquées sous la pression neutralisent en fait les efforts tendant à la concrétisation de certaines priorités: ces priorités ne sont pas celles d'un régime mais les priorités réelles de la nation. Ainsi de la satisfaction des besoins vitaux de la population sur le plan de l'alimentation, du logement, de la santé, de l'éducation et de la sécurité. Ainsi, également, de la solution à la crise énergétique et de la création d'emplois pour une population à taux élevé de croissance et d'urbanisation.

La politique économique de notre pays peut mener à une impasse: toute stratégie arrêtée dans le sens de l'une ou l'autre des priorités entraîne des réactions en chaîne sur d'autres secteurs prioritaires dont la satisfaction des besoins neutralise les effets de la stratégie adoptée. C'est le cas typique de la priorité accordée à l'équilibre de la balance des paiements pour contrôler la dette extérieure (7). On produit pour exporter mais le Brésil, connu comme étant le deuxième exportateur mondial de produits alimentaires, est contraint d'importer des aliments de base, d'ailleurs insuffisants, pour répondre aux besoins alimentaires de sa population. Au Brésil la faim et la malnutrition existent, ainsi que le révèlent tragiquement les enquêtes de l'IBGE. Et ce n'est pas pour autant que la dette extérieure diminue.

30- C'est encore le cas typique de la priorité accordée à la lutte contre l'inflation. Cette lutte est basée sur une théorie parfaitement orthodoxe; dans la pratique, elle n'a donné aucun résultat et elle est aujourd'hui mise en cause suite à l'impasse, déjà signalée, d'une inflation monétaire coexistant avec la stagnation économique. La preuve éclatante en est le fait que l'inflation a atteint un niveau et un rythme d'accélération comparables à ceux de 1963 (8).

31- Pour expliquer cet échec il n'est guère rassurant d'en appeler à la crise du pétrole. L'augmentation du prix des combustibles liquides dépend de décisions qui échappent au Brésil, qui affectent la totalité des pays non producteurs et qui, fait plus grave, était un événement parfaitement prévisible à partir de 1973.

(Marginalisation, chômage, pléthore du tertiaire et sous-emploi)

32- Une autre conséquence de la politique économique de notre pays concerne un aspect fondamental et immédiat de la réalité nationale: la richesse humaine, la grande richesse du Brésil, n'est pas dûment valorisée.

33- Il suffit de considérer certaines des grandes catégories selon lesquelles elle peut être divisée.

34 - Une première grande catégorie est celle des marginalisés, de ceux qui vivent en marge de la société: ils produisent ce qu'ils consomment et ils consomment ce qu'ils produisent. Ils vivent pratiquement en dehors de toute économie monétaire car leur participation au revenu national est si infime qu'elle les exclut des formes les plus élémentaires de participation à la vie politique, sociale et culturelle de la nation. Ils sont les millions constituant la masse silencieuse, dans l'impossibilité de s'organiser pour réclamer leurs droits. D'immenses ressources humaines sont ainsi enterrées dans cette masse anonyme et ses potentialités ne seront jamais mises à profit pour relever le grand défi du développement.

(7) La dette extérieure du Brésil s'élevait en fin 1978 à 43,51 milliards de dollars, dont 40% pour la dette privée (NdT).

(8) C'est-à-dire juste avant le coup d'Etat des militaires qui allaient prendre le pouvoir en 1964 pour remédier à la "catastrophe économique" (NdT)

35- Une deuxième et importante catégorie est celle des chômeurs. Elle est constituée de ceux qui, ou bien étant sortis de la marginalisation par les mouvements migratoires, ou bien étant parvenus à l'âge productif, viennent frapper aux portes du marché du travail sans parvenir à y entrer. Même si le taux officiel de chômage n'est pas alarmant, en comparaison de celui des économies des pays développés, il s'agit là d'un groupe humain numériquement considérable et possédant au Brésil deux circonstances aggravantes.

La première est qu'il s'agit d'un potentiel humain sans assistance, dans un pays comme le Brésil où il n'existe aucune caisse de chômage. La seconde est qu'il s'agit d'un potentiel humain en croissance rapide par suite de trois facteurs convergents: l'accélération du phénomène de la concentration urbaine en raison de l'exode rural; l'augmentation de la jeune génération née dans la période où le taux de natalité était encore en expansion; l'augmentation, enfin, du coût marginal de la création d'emplois. Ce problème qui s'annonçait dès le début de la présente décennie revêt un aspect particulièrement grave car il fait sérieusement sentir ses effets sur toutes les classes sociales.

36- La troisième catégorie est numériquement moins importante mais elle grève lourdement les faibles ressources de la nation. C'est la catégorie des mal-employés, spécialement dans une bureaucratie improductive: pléthore dont sont responsables le "clientélisme" électoral et les formes plus ou moins délibérées de convenances personnelles et de favoritisme. Le poids de cette catégorie sociale, à la fois cause et effet de la complexité de notre bureaucratie, fait déjà l'objet de l'attention spéciale du gouvernement.

37- La quatrième catégorie, probablement la plus nombreuse, est celle des sous-employés. Elle s'étend, avec plus ou moins d'intensité, à la quasi totalité de la force de travail de notre pays. Elle est constituée de ceux qui ne trouvent pas de travail à temps complet, de ceux qui sont trompés jusque sur le salaire minimum, de la main-d'oeuvre féminine et enfantine exploitée dans les usines, les domaines agricoles et les résidences particulières, et de tous ceux qui, bien qu'intégrés au marché du travail, ne produisent qu'une petite part de ce qu'ils pourraient produire.

C'est sur cette catégorie de population que pèse l'équivoque la plus grande de la politique sociale. Une catégorie à basse productivité n'a pas droit, selon les théories orthodoxes, aux augmentations de salaire. Mais ceux qui en décident ainsi semblent oublier que cette catégorie produit peu parce qu'elle est sous-alimentée, parce qu'elle est torturée par des transports collectifs tuants, parce qu'elle loge dans des conditions ne permettant pas de se remettre de la fatigue quotidienne, parce qu'elle vit dans la hantise de la violence, parce qu'elle meurt rongée de maladies. La vérité est que, vu ses conditions concrètes d'existence, cette catégorie sociale ne peut atteindre un taux de productivité plus élevé que celui qu'on attend d'elle.

38- Chercher sans plus à incorporer dans le système productif, aux mêmes conditions, une plus grande masse de main-d'oeuvre ne ferait qu'aggraver le problème social. Se lancer dans une politique d'augmentation de la productivité par des investissements intensifs et prioritaires ne ferait qu'augmenter les effectifs de seconde catégorie.

39- Devant cette situation la conclusion semble s'imposer: la correction de politique économique doit aller dans le sens de l'investissement

au plan humain, de la création de conditions pour une valorisation du capital humain. Tel devrait être le critère déterminant d'une correction qui apparaît non seulement nécessaire mais urgente.

40- Aucun pays ne peut relever efficacement le défi du développement s'il se permet de gaspiller ses ressources humaines. Aucune démocratie ne peut résister aux tentations totalitaires si elle ne s'appuie pas sur le peuple en satisfaisant ses besoins et en répondant à ses aspirations légitimes.

41- Les conséquences de la politique économique présentées ici aboutissent à une même constatation: il n'est plus possible de corriger les effets sans s'attaquer aux causes; il n'est plus possible d'attendre que surgissent les conflits pour faire des concessions. Il faut que les autorités concernées remettent en question la politique qui préside à la planification nationale.

CE QU'ON ATTEND D'UNE NOUVELLE POLITIQUE

42- On attend d'une nouvelle politique qu'elle soit pensée en fonction de l'homme, qu'elle crée les conditions efficaces d'une valorisation de l'homme, et qu'elle élimine l'injustice structurale qui nous a amenés à la situation dont nous souffrons tous.

43- Il ne s'agit pas d'un exercice théorique de simulation. Il s'agit de prendre dès maintenant un nombre restreint de décisions propres à créer les conditions nouvelles et concrètes de réformes ambitieuses. Certaines de ces mesures, même si elles ne se traduisent pas par un changement radical sans doute inviable dans l'immédiat, n'en permettraient pas moins de créer une dynamique visant à atteindre, au moindre coût, les objectifs désirés.

44- Certaines de ces mesures s'esquissent déjà et font l'objet d'une attention spéciale.

(Politique salariale)

45- On annonce une revalorisation semestrielle des salaires nominaux. Nous supposons que sont inclus dans cette revalorisation les traitements des fonctionnaires. C'est évidemment une mesure qui réduit la période d'angoisse que connaissent les salariés et les fonctionnaires à partir du moment où l'inflation dévore le pouvoir d'achat issu de l'augmentation. On déclare que des rajustements seront faits en faveur des catégories sociales les moins favorisées sur la base de l'indice du coût de la vie. Il ne faut pas oublier un fait important. Pour les familles que les rémunérations ne maintiennent qu'au niveau de la subsistance, cette règle signifie en fait qu'elles resteront en permanence à ce même niveau, sans pouvoir s'en sortir. Augmenter les salaires sur la seule base de l'indice prévu du coût de la vie c'est ne donner aux ouvriers que des moyens de survivre et de se reproduire dans une descendance affectée de carences aux effets irréparables; c'est conserver un volant de main-d'oeuvre bon marché pour faire face aux oscillations de la demande globale qui pourraient nuire au bon fonctionnement du système. C'est en somme accorder une faveur, non répondre à une exigence de justice.

46- Dans ces conditions on comprend facilement pourquoi le peuple écoute avec amertume l'ironie des propos de ceux qui présentent l'épargne

comme la solution permettant aux entreprises d'éviter la faillite et de distribuer davantage de dividendes. La question est de savoir si une population dont les salaires sont réajustés en fonction du coût de la vie a des possibilités d'épargne et si elle peut supporter de nouvelles formes d'épargne forcée dont la plus perverse - le peuple n'est pas dupe - est l'inflation elle-même.

47- Les considérations qui précèdent montrent l'importance des mesures en cours d'élaboration pour garantir la stabilité des salaires réels, la participation effective aux bénéfices et à l'augmentation de la productivité, ainsi que la correction progressive des distorsions qui se sont faites jour dans un passé récent. Tout le monde connaît l'impressionnante érosion du pouvoir d'achat chez les salariés.

48- Les données officielles relatives à l'évolution des salaires et du coût de la vie permettent de vérifier que le pouvoir d'achat des salariés baisse à partir de 1965 pour ne remonter que légèrement à partir de 1975. En 1978, cependant, nous étions encore très loin du niveau de 1964. Le salaire minimum actuel ne permet pas d'acquérir plus de 70% de ce que l'on pouvait acquérir avec le salaire minimum de 1964.

49- Il n'est pas exagéré de dire que l'illusoire miracle brésilien a été en grande partie payé par l'érosion du pouvoir d'achat du pauvre par le blocage des salaires pratiqué pour lui pendant tant d'années.

(Extension du marché intérieur)

50- La garantie du salaire réel repose essentiellement sur la stabilité des prix pour les produits de base des classes défavorisées. Certains pays ont adopté avec succès une telle politique, par exemple pour les produits alimentaires. Un nombre restreint d'aliments de base voient leur prix rigoureusement bloqué, inchangeable, par tous les moyens y compris la taxation alourdie de la consommation de luxe, les subventions et les crédits au petit cultivateur qui produit pour le marché intérieur et non ^{pour} l'exportation, le contrôle rigoureux du prix des engrais, et en particulier la lutte implacable contre les intermédiaires qui s'enrichissent au détriment du producteur rural et du consommateur urbain.

51- Des études antérieures de l'IBGE montrent que l'alimentation de 80% des brésiliens repose sur huit produits de base. Garantir la stabilité des prix les plus essentiels serait une contribution importante à la protection du salaire réel. Des mesures équivalentes pourraient être prises dans les secteurs de la santé et de l'habillement, sans parler des mesures annoncées en faveur du logement populaire.

52- La viabilité des mesures suggérées suppose de la part du gouvernement courage et imagination créatrice pour introduire des stimulants en faveur des investissements populaires à destination collective et sociale, ainsi que pour dissuader les investissements somptuaires destinés à la consommation de superflu et de luxe. Si le gouvernement veut diriger l'initiative privée vers cette véritable économie de guerre, il lui faut modifier les règles du jeu de sorte que ce qui rapportera c'est de produire en abondance et à bas prix des aliments populaires, des tissus populaires, des maisons populaires, des médicaments de première nécessité.

(Exode rural et urbanisation)

53- Un courage et une inventivité identiques sont requis pour faire face aux problèmes de la campagne et du rythme d'urbanisation, étroitement liés l'un à l'autre.

54- Il n'est plus possible de résoudre les problèmes des grands centres urbains tant que le volume total des dépenses pour la consommation privée sera largement supérieur au volume des investissements dans les services publics. C'est ce qui apparaît avec une évidence choquante, par exemple, dans le domaine des transports en lien direct avec la question de la crise de l'énergie.

55- Nous ne pouvons taire le scandale des conditions infra-humaines qui sont celles des populations des périphéries urbaines et des bidonvilles. C'est parfois le courage seul qui manque pour relever le défi sous prétexte que c'est un problème sans fin: même si l'on parvenait à répondre en tel endroit aux exigences les plus élémentaires de l'urbanisation, de ce seul fait, prétendent nombre de personnes, les bidonvilles existants vont s'agrandir et d'autres apparaître.

56- Le paysan expulsé de sa terre est facilement attiré par la vie en ville. Mais il ne trouve pas les quelques mètres carrés de sol nécessaires pour installer sa maison. Chaque mètre carré fait l'objet de la convoitise des spéculateurs qui contraignent les pauvres à errer en nomades à l'intérieur du périmètre urbain.

57- En fait le problème n'est pas sans fin. Il se terminera avec l'adoption d'un plan d'occupation et de propriété du sol urbain, ainsi qu'avec la concrétisation de mesures minimales d'urbanisation des bidonvilles, jointes à d'autres mesures minimales d'intégration de leurs habitants à la vie urbaine, et cela dans des conditions telles qu'ils puissent payer des impôts et des taxes leur donnant, comme à tous les autres, le droit d'exiger les services auxquels la population peut prétendre.

58- Tout cela suppose évidemment qu'on accepte de situer le problème dans une perspective d'ensemble et de reconsidérer les structures sociales iniques qui l'engendrent. Car la société des grands centres urbains vit d'une imposture qu'elle se refuse à reconnaître. D'un côté elle s'élève contre les bidonvilles, ce scandale de la promiscuité, ce refuge de marginaux. Mais de l'autre elle sait bien que le bidonville est la seule possibilité pour ses habitants de faire fonctionner les différents services dont la ville a besoin pour vivre et grandir, et cela aux conditions de prix et de salaires fixées par la ville elle-même aux habitants des bidonvilles.

59- Analogue au problème du logement en bidonville, il y a celui de l'éducation et, en particulier, de la scolarisation des mineurs. La société s'élève contre la délinquance juvénile et enfantine, mais elle ne se scandalise pas de l'immense contingent de mineurs qui font de la rue leur école. En fait, il ne serait pas difficile, dans plusieurs Etats de la Fédération, de repenser le rythme de la vie scolaire sur la base du temps complet. C'est ce que font déjà certains pays qui sont au même degré de développement que le Brésil. Il ne semble pas que ce soit une question de ressources car celles-ci abondent pour d'autres projets de développement. Ici encore, la structure sociale inique investit le minimum afin d'avoir en disponibilité une main-d'oeuvre facile, au mépris des exigences de la personne humaine.

(Fixation à la terre des populations rurales)

60- Pour contrôler l'exode rural, responsable pour une grande part de l'aggravation des problèmes des villes, il faut créer les conditions d'une régulation du rythme d'urbanisation. Il importe pour cela de susciter et de favoriser les petites et moyennes agro-industries dans les zones de production, là où la main-d'oeuvre locale peut encore être, selon les rythmes saisonniers, appliquée à l'édification des structures de base à des coûts moindres que dans les centres urbains.

61- Une révision sérieuse de la politique de la terre et de la structure foncière est une nécessité si l'on veut, dans l'immédiat, garantir la terre à celui qui la travaille, fixer les millions de familles sans terre et mettre ainsi un terme à l'expansion par trop accélérée du capitalisme agraire, en offrant les conditions juridiques et financières d'une production d'aliments de base par les petits producteurs, propriétaires ou non; on évitera ainsi la prolétarianisation de la main-d'oeuvre rurale et l'exploitation des "boias-frias"(9), des femmes et des enfants. Pour cela il faut prendre des mesures courageuses de développement de la production destinée à la consommation intérieure, au lieu de soutenir prioritairement une agriculture d'exportation. Pour que l'élargissement de la frontière agricole et la spéculation foncière ne se concrétisent pas au détriment de l'homme qui a occupé jusqu'à ce jour de vastes régions inconnues du pays (l'indien, le petit cultivateur), il est urgent de reconsidérer certains programmes de développement qui ne tiennent pas suffisamment compte des différentes cultures.

(Participation populaire)

62- Enfin, nous devons souligner un facteur décisif. Aucune politique sociale ne sera efficace ou créatrice tant qu'elle ne fera pas appel à ceux qui sont vitalement intéressés, tant que des mécanismes concrets de participation ne seront pas mis en place, y compris pour les analphabètes, par le biais d'une liberté et d'une autonomie syndicale authentique; tant, surtout, qu'on ne reconnaitra ni n'acceptera la capacité croissante d'organisation d'un peuple qui invente ses propres canaux de participation et qui désire jouer un rôle dans le processus de démocratisation. Seul un peuple participant peut accepter dans la dignité les sacrifices exigés de lui dans une conjoncture difficile; c'est ce qu'affirmait déjà la Conférence nationale des évêques du Brésil dans son document "Les exigences chrétiennes d'un ordre politique", n° 31, de 1977.

(Une politique non crédible et inacceptable)

63- L'insatisfaction est générale sur la politique économique. Celle-ci a favorisé une concentration croissante du revenu; elle n'a pas répondu aux besoins élémentaires du peuple; et, comble d'indécence, elle n'a même pas été efficace puisqu'elle n'a pas atteint l'objectif qu'elle s'était fixé: combattre l'inflation et réduire la dette extérieure. La crédibilité de cette politique est défendue à coups d'explications toujours plus compliquées pour essayer de tenir compte des échecs. Il se trouve que le peuple n'entend rien aux explications techniques; il ne comprend que les faits, les faits concrets comme celui de se heurter semaine après semaine à l'augmentation des prix dans les épiceries, sur les marchés, à la pharmacie et pour les transports. Le peuple ne vit pas de théorie: il vit ou meurt de réalité.

(9) Littéralement "bouffe-froide", nom générique donné aux journaliers-migrants habitant les faubourgs des agglomérations rurales (NdT).

64- On est toujours parti de la prémisse selon laquelle la satisfaction des besoins urgents d'une politique sociale est une affaire de technocrates; ceux-ci, pour travailler efficacement, ont besoin du silence de bureaux inaccessibles à ceux qui souffrent, comme si ces derniers n'avaient aucune contribution à apporter en partant des faits qu'ils sont les seuls à connaître parce qu'ils les vivent. C'est là une situation qui est le reflet de la structure de la société dans laquelle nous vivons. Notre société est divisée en deux secteurs caractérisés par des services différents. Ces secteurs ont des dimensions très inégales, l'un étant constitué de l'immense majorité qui s'adonne aux tâches inférieures, et l'autre une minorité restreinte qui s'adonne aux tâches nobles.

Nous parlons de formes différentes de service car l'Eglise sait estimer la valeur de toutes les formes du service. C'est elle qui a lancé le slogan: "Celui qui ne vit pas pour servir ne sert pas pour vivre". On peut facilement observer que ces deux secteurs de la société ne sont pas dans les mêmes conditions de service. Il y a des différences sérieuses entre eux et caractéristiques de la situation structurale d'injustice à laquelle nous avons déjà fait allusion. Parmi ces différences on peut noter les suivantes:

- la première, c'est que la minorité impose les règles du service de la majorité sans que celle-ci puisse participer: niveaux d'emploi et de salaire, conditions de travail, etc.;
- la deuxième, c'est qu'il n'y a pas réciprocité dans la prestation des services respectifs, dans la mesure où la totalité des services de la majorité garantit la prospérité de la minorité, alors que cette dernière peut détourner vers sa consommation privilégiée une part considérable des résultats globaux;
- la troisième, c'est qu'il n'y a pas équité dans la distribution des parts: les revenus continuent leur concentration alors qu'augmente dans le Brésil d'aujourd'hui le nombre des affamés et sous-alimentés, sans logement et sans emploi, et cela malgré tous les efforts déployés. Dans ce contexte on comprend la référence des évêques réunis à Puebla au fait qu'il existe "des riches toujours plus riches au prix de pauvres toujours plus pauvres" (Puebla n° 30).

65- On n'a pas le droit de traiter d'irresponsables ceux qui protestent contre un tel état de choses, dans lequel ils n'ont aucune responsabilité et qui est le fruit de décisions auxquelles ils n'ont eu aucune participation.

66- Une politique économique c'est une organisation rationnelle de l'économie pour la mise en oeuvre d'un modèle donné de développement. Nous sommes convaincus que le moment est venu de mettre en question, librement et avec réalisme, le modèle de développement qui inspire la politique de notre pays. Nous pensons que le modèle actuel a été accepté sans critiques majeures parce que c'est celui qui a présidé au développement des pays considérés aujourd'hui comme d'économie capitaliste avancée. On a transplanté au Brésil un modèle qui a donné des résultats dans les économies du centre mais qui, en raison des déséquilibres internes provoqués et de la dépendance externe entraînée, s'est révélé hautement nocif aux intérêts réels du peuple brésilien. Rien n'indique qu'il s'agit là du seul modèle possible de développement. Rien n'indique qu'il est le modèle le mieux approprié aux caractéristiques de la réalité brésilienne, surtout à l'heure où les pays hautement industrialisés commencent à remettre sérieusement en cause le sens même du développement obtenu. Rien ne leur garantit qu'il soit raisonnable d'encourager l'augmentation indéfinie de quantités mesurables, quel qu'en soit le prix écologique, pour alimenter une consommation insatiable et folle.

67- Le Brésil a encore la chance de pouvoir ne pas s'engager dans un type de développement menant à l'asphyxie. Il peut mettre en place un modèle privilégiant les exigences d'un développement intégral de qualité de vie, plutôt que d'appliquer tous ses efforts pour faire comme les autres. La recherche de la paix intérieure par la justice, le souci de la justice par la satisfaction des besoins élémentaires d'un peuple qui souffre, la préoccupation d'une réalisation humaine au moindre coût écologique, telles sont les exigences de qualité de la vie, les valeurs essentielles à respecter pour pouvoir orienter le Brésil vers un développement original, en fonction des besoins réels du peuple.

CONCLUSION

68- Pour conclure nous reprenons les réflexions de la Conférence nationale des évêques du Brésil dans le document déjà cité: "Au niveau de sa hiérarchie, l'Eglise ne s'attribue pas de fonctions qui ne relèveraient pas de sa compétence; elle ne propose pas non plus des stratégies ou des modèles de remplacement; elle ne fait qu'énoncer quelques principes de base visant au perfectionnement des modèles". "Aucun modèle n'est parfait ni définitif; c'est pourquoi tous peuvent être remis en question et doivent être sans cesse perfectionnés. Il y a empêchement à un dialogue véritable quand les régimes se prétendent exempts de toute remise en question et repoussent toute réforme en dehors de celles proposées par eux-mêmes". (Les exigences chrétiennes d'un ordre politique n° 13 et 12).

69- C'est à la lumière de ce critère que nous nous permettons de transmettre les idées, les aspirations et les critiques captées à la base. Nous sommes sûrs que notre point de vue sera reçu, avec une sincérité identique à la nôtre, par les autorités soucieuses des problèmes du peuple.

70- En offrant cette contribution à l'élaboration d'un projet social vaste et courageux, nous pensons être fidèles à la vigoureuse condamnation, rappelée à Puebla, des grandes idéologies et systèmes contemporains: "le libéralisme capitaliste et le marxisme (qui) trouvent leur inspiration dans des humanismes fermés à toute perspective de transcendance, l'un en raison de son athéisme pratique, l'autre par suite d'une profession systématique d'athéisme militant" (n° 546).

71- Nous avons cherché également à nous situer dans la ligne de l'objectif présenté par l'Eglise du Brésil dans ses directives générales d'action pastorale: "Evangéliser la société brésilienne en transformation à partir du choix des pauvres, pour la libération intégrale de l'homme, dans une participation et une communion croissantes, en vue de l'édification d'une société fraternelle et en signe du Royaume à venir".

Brasília, le 30 août 1979

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE
Imprimerie CCFD

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441